



Déclaration du 20 janvier 2013 de la Ligue Panafricaine - UMOJA (LP-U) relative à la guerre au MALI

Le 11 janvier 2013, la France a lancé une intervention militaire sous le nom d'opération Serval au Mali pour officiellement stopper la progression de combattants islamistes, contrôlant le nord du pays, vers la capitale Bamako. Si le soulagement de la population malienne, abandonnée par une absence du leadership africain, est compréhensible au vu de l'application de la charia dans les zones sous contrôle islamiste, l'unanimité savamment orchestré sur cette opération par certains médias et certaines personnalités qui tendent à remercier la France avec zèle, fait perdre de vue, non seulement les responsabilités, mais aussi les véritables enjeux sous-jacents et la rigueur critique nécessaire.

La guerre au Mali et les interrogations légitimes

Récusant avec force les islamistes et leur idéologie obscurantiste, la Ligue Panafricaine – UMOJA (LP-U) ne peut s'empêcher de soulever les questions légitimes sur la guerre au Mali :

Sur les facteurs endogènes : présenté comme l'exemple d'une démocratie réussie en Afrique dite francophone, comment découvre-t-on aujourd'hui seulement que le Mali n'a jamais joui des attributs nécessaires de la souveraineté, notamment dans le domaine militaire ? Pourquoi les alertes lancées dès 2002 par des mouvements locaux alternatifs tels que le Forum Social Malien sur le vernis d'une démocratie formelle tant vantée n'ont jamais été entendues ? Alors que, gangrené par la corruption et les détournements publics depuis très longtemps, y compris dans le domaine militaire, l'Etat malien est déliquéscent. Présenté comme pays phare en matière de démocratie, le Mali reste un élément de la Françafrique, c'est-à-dire arrimé économiquement et militairement à la Françafrique ?

Quant au putsch militaire qui intervient à quelques semaines des élections présidentielles alors même que le président sortant ne se représentait pas, n'est-ce pas le signe de la décrépitude de la classe politique malienne ? D'autant que l'union sacrée entre la gentry militaire et la classe politique, dont tout pays a besoin dans ce genre de circonstances, n'a pu se créer en dépit de l'occupation du Nord du pays par les Islamistes ? Enfin, au vu des moyens colossaux et sophistiqués (équipements technologiques de pointe) que nécessite une armée moderne, est-ce qu'un seul pays africain, quel que soit sa taille, de surcroît incapable d'assurer le métabolisme de base quotidien des populations, peut avoir un système de défense viable ?

Sur les facteurs externes : historiquement, les revendications des Touareg sont toujours contenues soit à la création d'un État propre à cette communauté dans le Nord, soit, à minima, à une large autonomie de « leur région », et non à la prise de Bamako comme les Islamistes ont tenté de le faire. Envahi depuis des mois au Nord par des hordes en provenance de Libye, d'Algérie et de Mauritanie, pourquoi les pays africains, la communauté internationale ou la France ne sont intervenus aussitôt ? De l'avis général, c'est bien la propagation des armes parties de Libye suite à la chute du régime du Colonel Kadhafi qui est à l'origine de cette déstabilisation. Ne sont-ce pas les forces de l'OTAN, au premier rang desquelles se trouvent la France et les États-Unis, qui sont à l'origine de la déstabilisation de

la Libye ? Autrement dit, le pompier français tant applaudi aujourd'hui, ne serait pas le pyromane d'hier ? A ce titre, n'est-il pas permis de douter de ces véritables intentions contrairement au discours officiel, même si au passage, les populations peuvent trouver un soulagement immédiat par cette intervention ?

Opération Serval ou le pompier-pyromane

Si la France a pris la tête d'une mission diplomatique auprès du Conseil de Sécurité des Nations-Unies pour faire voter la résolution 2085 le 20 décembre 2012 et qui a conduit au déclenchement de son intervention le 11 janvier 2013, elle n'est en réalité qu'un pion de cette même communauté internationale qui a très bien saisi la possibilité de faire du Mali la première « guerre au terrorisme » médiatiquement consensuelle après les échecs de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye, et l'enlèvement en Syrie.

Obtenu sous le motif d'empêcher l'effondrement total de l'État malien, de répondre à l'avancée des groupes islamistes vers le sud du pays, responsables des exactions commises sur les populations civiles du nord du Mali, ainsi que sur la crainte de voir grandir un sanctuaire terroriste déjà établi, la vraie raison de la résolution 2085 aurait dû être, dès l'attaque du Mali, l'obligation des forces de l'OTAN, responsables de la chute du régime du Colonel Kadhafi, d'en réparer les conséquences directes, tant sur le plan financier que militaire.

Dirigée ni *contre* un régime en place qui serait taxé d'illégitimité ou de violation des droits humains, ni *pour* soutenir une opposition ou des « rebelles » opportunistes assoiffés de pouvoir, l'opération Serval semble brouiller, derrière ce « ni...ni », les pistes menant à l'enjeu géostratégique du Sahara : la crainte d'avoir un sanctuaire islamiste non loin des réserves d'Uranium du Niger, exploitées par la Société française AREVA, par exemple.

Par conséquent, la Ligue Panafricaine – UMOJA (LP-U), en appelle à la lucidité et à la rigueur critique des Africains, tant sur les véritables responsables de cette crise que sur les enjeux géostratégiques qui entourent l'opération militaire en cours.

Inconséquence des dirigeants africains et amalgame sur le Panafricanisme

Il convient d'abord de rappeler que les demandes d'aide militaire étrangement concomitantes faites à la France, « l'ancienne » puissance coloniale, par les présidents de la République Centrafricaine François Bozizé et celui par intérim du Mali Dioncounda Traoré, s'inscrivent dans une longue tradition d'inconséquence des régimes africains qui ont perdu toute initiative en dehors du fait de mendier l'aide internationale, d'où qu'elle vienne et qu'elle que soit sa nature. Combien de pays africains, au lieu de promouvoir leurs propres points forts dans une *démarche panafricaine*, acceptent en fermant les yeux les investissements venant de régimes impérialistes ou de groupes fortement idéologisés, qu'ils soient islamo-capitalistes, évangélo-capitalistes, judéo-capitalistes, crypto- ou ouvertement capitalistes, ou même étymologiquement socialistes ?

En second lieu, la Ligue Panafricaine – UMOJA, tient à lever l'amalgame entretenu par certains média, consistant à attribuer au Panafricanisme, l'échec de l'absence du leadership africain issu des régimes politiques actuels comme si l'idéologie qui sous-tend lesdits

régimes, était panafricaniste. Le Panafricanisme n'est pas au pouvoir en Afrique actuellement.

A ce propos, il convient de rappeler que depuis 1963, soit à la création de l'OUA, le leadership africain est basé sur la thèse du groupe de « Monrovia » animé entre autres par Houphouët-Boigny, consistant à privilégier les relations libres et de coopération entre États africains, sans aucun lien organique, déterminées en fonction des projets. Cette thèse fut confortée un an après, en 1964, lors de la Conférence des chefs d'État au Caire consacrant l'intangibilité des frontières héritées de Berlin. Ainsi, chaque État africain dit francophone préféra avoir le soutien militaire de « l'ancienne » puissance coloniale d'où les accords de défense. D'ailleurs, 3 ans plus tôt, en 1960, le même Houphouët Boigny torpilla la Fédération du Mali en déclarant, nous citons : « **je préfère Paris comme capitale politique que Dakar** ».

La thèse opposée du groupe de « Casablanca », dite panafricaniste, celle qui fut battue, était défendue par Kwamé Nkrumah. Voici quelques extraits de son discours à la création de l'OUA en 1963 : « **Nos problèmes actuels ne peuvent être résolus par les actions sporadiques, ni par de pieuses résolutions. Il ne faudra rien moins que l'action unitaire d'une Afrique unie. Nous en sommes déjà au point où il faut nous unir sous peine de sombrer dans une situation comparable à celle de l'Amérique latine, proie involontaire et misérable de l'impérialisme après un siècle et demi d'indépendance politique.** » et il ajoute : « (...) **A moins que nous ne réalisons l'unité africaine maintenant, nous, qui siégeons ici aujourd'hui, serons les victimes et les martyrs du néocolonialisme** ».

Il est évident qu'à ce jour, en dépit de la transformation de l'OUA en UA, aucun régime africain n'assume vigoureusement cette thèse panafricaniste avec la volonté d'abandon concret de souveraineté comme Nkrumah était prêt à le faire. Par conséquent, c'est une contre-vérité que de qualifier la situation actuelle, d'échec du Panafricanisme, alors que c'est précisément le contraire. Les tragédies actuelles donnent raison au Panafricanisme refusé par les dirigeants africains en 1963, en faisant le choix de la sous-traitance militaire et économique avec les « anciennes » puissances coloniales. Triste Afrique, comment confier sa sécurité à l'ancien maître !

Appel de la Ligue Panafricaine – UMOJA aux Panafricanistes

En résumé donc, pour la Ligue Panafricaine – UMOJA, comme nous l'avons déclaré sur la tragédie de la RDC, la situation du Mali est à nouveau un cas d'école de l'échec de l'indépendance dans l'isolement, qualifié par Boganda de : **dangereuse illusion**. L'élite africaine doit se faire violence pour se débarrasser des complexes du micro-nationalisme d'apparat qui ne protège les populations d'aucun fléau, ni sanitaire, ni économique, ni militaire. Le destin de l'Afrique est fédéral ou il ne sera pas.

Pour en finir avec cinquante (50) ans de renoncements de l'OUA hier et de l'UA aujourd'hui, la Ligue Panafricaine – UMOJA en appelle aux Panafricanistes de RDC, du Rwanda, du Mali, du Soudan, de la Côte d'Ivoire, de toutes les zones en conflit, et bien entendu, de tout le continent africain, à s'organiser en forces politiques démocratiques pour investir le champ politique et concourir à la direction de nos États.

La Ligue Panafricaine – UMOJA, se tient à la disposition de la famille panafricaniste afin d'accélérer le processus irréversible de la libération définitive de notre continent.

Fait à Paris, le 20 janvier 2013

Le Bureau Exécutif de la Ligue Panafricaine - UMOJA